

Bulletin d'histoire politique

À propos du livre de Michel Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Éditions Fides, 2008, 457 p.

Sébastien Parent



Volume 18, Number 1, Fall 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054785ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054785ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Parent, S. (2009). Review of [À propos du livre de Michel Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Éditions Fides, 2008, 457 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 18(1), 283–286. <https://doi.org/10.7202/1054785ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À propos du livre de Michel Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Éditions Fides, 2008, 457 p.

SÉBASTIEN PARENT
Candidat au doctorat en histoire
UQAM

À l'aube de son cinquantième anniversaire, il était attendu que la Révolution tranquille et son prélude, une certaine Grande noirceur, attirer de nouveau l'attention des chercheurs, à supposer qu'elles l'aient déjà perdue. Il ne faut alors pas s'étonner que le modèle de la « famille traditionnelle », encouragé jusqu'à récemment par un clergé que l'on se représente, selon une formule ancrée dans la mémoire collective, comme impitoyable et excessivement contrôlant, laisse plus longtemps encore l'historien satisfait de tels clichés à son endroit. Grâce à une solide documentation, Gauvreau défait en partie l'un des mythes les plus coriaces de l'histoire du Québec, lequel suggère que l'Église, avec ses organisations pastorales, régissait les familles en général et le mariage en particulier en étant peu au fait du développement des connaissances sur les sujets les plus courants de la vie maritale incluant, bien sûr, la sexualité. Plus globalement, l'auteur espère démontrer le côté dynamique de certains mouvements religieux catholiques, une thèse, il faut le souligner, relativement nouvelle qui a déjà inspiré nombre de chercheurs ces dernières années et qui impose dans son prolongement une relecture de l'histoire contemporaine du Québec. Le travail d'enquête servi ici par Gauvreau en moins de 400 pages transporte le lecteur dans un Canada français que l'image progressiste de la Révolution tranquille, suggère-t-il, a balayé sans fondement sous le tapis.

En sept chapitres comme autant de préjugés capitaux qu'il tente de déconstruire à l'endroit de la Révolution tranquille, Gauvreau se demande globalement s'il se peut qu'elle « soit comprise, non comme le projet de certaines élites souhaitant opposer le religieux au profane pour mieux marginaliser le catholicisme, mais comme une transformation culturelle

globale mobilisant les énergies et les activités d'un large éventail d'hommes et de femmes ordinaires du Québec, et donc, comme une mutation dont les grands axes furent de fait tracés, à un degré considérable, par des courants de pensée et des institutions religieuses » (p. 8-9). En fait la thèse de la rupture avec le catholicisme ne colle tout simplement pas aux sources que l'auteur parcourt ; une preuve documentaire qui montre plutôt à quel point l'Église, comme l'ont défendu Meunier et Warren il y a dix ans, s'est elle-même négocié les conditions d'une « sortie religieuse de la religion » (*Société*, 1999). De principale coupable du retard du Québec, l'Église catholique deviendrait souvent responsable des mesures prises dans les années 1960 lesquelles sont ironiquement passées dans la mémoire collective comme des réussites de mise en échec du passé religieux. Tout cela rappelle que la laïcisation de la société québécoise tant discutée ces derniers temps ne s'est pas exprimée, durant la Révolution tranquille, dans un rejet catégorique d'une institution au passé plus riche qu'ultramontain.

Dans cet essai, l'auteur s'en prend directement à l'historiographie contemporaine qui stipule, selon lui, que les citélibristes et autres intellectuels marginaux ont fait la Révolution tranquille en déboulonnant l'Église catholique. Gauvreau reproche même à l'historiographie savante d'avoir cédé à ce modèle. « Bien que ces historiens des années 1970 aient défendu l'idée d'une détermination en dernière instance économique des processus historiques, leur schéma historique global fait référence à un type particulier de catholicisme resté en gros immuable depuis les années 1950, mais qui alimente toujours leur explication de ce qu'est une société *normale* » (p. 352). Pour étudier la Révolution tranquille, l'auteur propose plutôt « d'emprunter une autre voie que celle des historiographies "révisionniste" et "libérale orthodoxe", l'une et l'autre y voyant un projet d'abord politique, dont le moyen et le long terme devaient être un État providence interventionniste et un néonationalisme laïque » (p. 16). Pour les fins de sa démonstration ouvertement inspirée de l'histoire sociale, le professeur de l'Université McMasterville (Hamilton, Ontario) remonte au creux de l'hiver de la survivance pour présenter les bases des mouvements qui, dès l'après-guerre, défendront une définition moderne de la vie conjugale, fondement de la libéralisation des mœurs sexuelles qui adviendra dans les années 1960 et dont l'historiographie n'a retenu, estime-t-il, que l'élément de rupture avec un clergé prônant l'abstinence comme seul moyen de contraception.

Le chapitre traitant de la famille nucléaire est à ce compte particulièrement intéressant alors qu'il présente les dessous d'un modèle conjugal novateur promu par les groupes d'Action catholique. On découvre les conditions du « passage de la cellule familiale axée sur la reproduction à des fins de production économique à la famille nucléaire vouée aux besoins affectifs et psychologiques de ses membres » (p. 107). On se surprend,

du moins les plus jeunes lecteurs, à découvrir «les nouveaux enseignements catholiques sur le mariage: partenariat, émotions et intimité, primauté de la relation sexuelle, etc.» (p. 108). Dès les années 1950, on constate que les mouvements religieux catholiques sont très loin «de l'ancienne génération, dont le puritanisme – lié aux définitions de l'homme dictées par un clergé immature, "moyenâgeux" – tolérait le sexe comme un mal nécessaire axé sur la reproduction de l'espèce» (p. 94). Même la contraception, refusée en 1968 alors que «le pape interdit formellement l'usage de la pilule» (p. 243), avait pourtant connu, expose l'auteur, sa genèse avec «l'Action catholique [qui] s'est attelée à populariser un type de contrôle des naissances en particulier, la très discréditée méthode Ogino-Knaus, dite "des cycles menstruels" » (p. 200). Le mouvement féministe, d'après cette lecture, doit ainsi une fière chandelle à ces mouvements personnalistes inspirés de Mounier alors qu'ils ont «popularisé une définition de la maternité moins strictement biologique, et plus nettement culturelle ou "spirituelle" » (p. 183). Pour Gauvreau, l'historiographie actuelle renverrait une image erronée de la période d'après-guerre comme moment de raffermissement des codes sexuels puisqu'on était déjà, dans les cercles d'Action catholique, «[l]oin de s'opposer à ce que les jeunes femmes travaillent en dehors du foyer» (p. 183).

Dans un autre chapitre, l'auteur analyse les réformes en éducation avec les mêmes lunettes. Il rappelle qu'elles n'ont jamais rimé, sauf du point de vue des quelques bruyants militants du Mouvement laïque de langue française (MLLF), avec une volonté de sortir le catholicisme des écoles. Le rapport Parent, démontre-t-il, est truffé de références à cette volonté exprimée jusque dans les discours officiels de Lesage de maintenir l'enseignement du catholicisme à l'intérieur de l'école publique. Les catholiques étaient alors «[r]assurés par les déclarations des dirigeants comme Paul Gérin-Lajoie, ministre désigné à l'éducation, qui avait déclaré en 1963 que dans "un système vraiment démocratique, on ne peut jamais laïciser l'école, tant que la majorité des citoyens ne l'a pas décidé" » (p. 290). À l'époque, insiste l'historien, il n'y avait pas cette intention, que l'on prêche souvent dans un autre discours plus mémoriel que savant, d'émanciper un peuple d'un joug construit de toutes pièces, pour emprunter la célèbre thèse de Dumont, par une Église ayant profité de conditions politiques particulières après la mise en place des recommandations de Lord Durham.

Si cet essai, qui dénigre inutilement l'histoire politique, a tôt fait de présenter une image par trop sympathique du rôle de l'Église catholique dans l'histoire récente du Québec, il faut toutefois savoir que l'auteur ne remet pas en question cette idée qu'il y avait effectivement au Québec un clergé moins progressiste que ce que l'on retrouvait dans les mouvements d'Action catholique, lesquels ont souvent exprimé le désir de faire leur

indépendance afin d'instituer une pratique religieuse désinstitutionnalisée, du moins laïcisée (Bienvenue, 2003). D'ailleurs, le groupe gravitant autour de *Cité Libre*, que l'on reconnaît dans l'historiographie comme principal agent critique du cléricisme-nationalisme, ne serait, rappelle Gauvreau, composé d'abord que de catholiques désespérés des décisions prises par un haut clergé. Tout au long du livre, l'auteur table sur cette idée et ne nie pas que le principal lien qui unit son sujet au clergé catholique consiste en un combat dont l'issue finale est révélée dans le dernier chapitre. Selon Gauvreau, la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église constitue la fin de la Révolution tranquille. « En rejetant les formes d'engagement institutionnel et la spiritualité des années antérieures aux années 1960, elle [la commission Dumont] a annihilé toutes les chances de compromis avec la vieille garde catholique » (p. 345). Se dégage de ce chapitre conclusif une compréhension différente quant à l'échec du projet catholique, entre autres que « [l]a déchristianisation doit donc être comprise moins comme un déclin des croyances privées, et davantage comme la perte rapide d'un sentiment d'appartenance publique au catholicisme » (p. 307). S'étant réfugiée dans la sphère privée, refusant de se politiser comme toujours, l'Église se condamnait assurément et, peut-on le penser après cette lecture, délibérément à ce qu'elle est devenue depuis le 22 juin 1960.